

Les raisons de croire à la relance du plan de souveraineté économique du gouvernement italien

Un miracle italien sur les marchés: une direction a été trouvée

La revue des marchés financiers n'a pas valeur d'analyse macroéconomique. Cependant, les indications données par les marchés de l'argent sont un indicateur sérieux d'une situation donnée et jugée en dynamique, un peu différemment des marchés des actions par exemple, qui sont avant tout des instruments d'anticipation. Au passage en revue des données financières, l'Italie ressort immanquablement aujourd'hui. Bien sûr les 45 % de progression de l'indice de la Bourse de Milan en un an montrent un changement de signe. Mais celui-ci est plus spectaculaire et plus porteur de leçons encore sur le marché obligataire. Le taux de rendement de l'emprunt d'Etat italien à 10 ans s'établit à moins de 3,3 %. Il approchait 5 % en juillet 2013. L'écart avec les rendements allemands et français ressort aujourd'hui à seulement respectivement à 2 % et 1,5 %.

Incontestablement, on est revenu dans un autre monde. Sans parler de miracle italien, le retour de la crédibilité du pays et de son économie sont spectaculaires. C'est un élément qui est déterminant pour les équilibres européens, pour la croissance du vieux continent, pour le cycle mondial aussi.

L'Italie n'est pas un petit pays et il ne faut pas se fier à l'arrogance britannique des marchés financiers, traitant avec mépris «les pays du Club Med», assimilant la péninsule à l'Espagne, le Portugal ou même la Grèce. Le produit intérieur brut italien (celui qui est officiel dans un pays qui connaît une économie souterraine importante) représente un peu moins de 17 % de celui de la zone euro, ce qui se compare avec 28 % pour l'Allemagne et moins de 20 % pour la France. Les ordres de grandeur sont fixés: l'économie italienne produit l'équivalent de 60 % de celle de l'Allemagne, plus de 75 % de celle de la France, plus de 80 % de celle du Royaume Uni.

La crise bancaire de la fin des années 2000 a frappé de plein fouet le pays, faisant apparaître dans toute leur cruauté les déséquilibres qui le frappent sur le plan géographique d'abord (l'écart de richesse Nord-Sud), sur celui de la démographie ensuite (taux de fécondité de moins de 1,4 enfant par femme), sur celui des institutions politiques, finalement évidemment sur celui du système financier. La restauration financière constatée aujourd'hui n'est pas le signe du règlement des problèmes endémiques. Mais elle montre que la direction est trouvée.

Matteo Renzi: une stratégie européenne sur le modèle Shinzo Abe

A peine plus d'un an après des élections législatives n'ayant donné une majorité à la coalition de centre gauche que dans une des deux chambres, c'est de la politique qu'est revenu le changement de signe. Le pire a été longtemps la règle dans un pays qui considérait souvent que plus l'Etat était faible, plus les agents économiques pouvaient se développer. La constitution de 1947 avait, parmi ses objectifs, d'éviter la constitution d'un pouvoir fort qui aurait pu d'une façon ou d'une autre porter en lui une émergence du fascisme. On peut dire qu'elle a réussi sur ce point au-delà de toutes ses ambitions et aux décennies de Démocratie chrétienne qui n'ont vraiment pris fin qu'au début des années 1990, a succédé une période dominée par Silvio Berlusconi, qu'il se trouve au pouvoir ou dans l'opposition.

Son éviction, fin 2011, au profit d'un gouvernement de techniciens qui a semblé imposé par la commission européenne et la Banque centrale européenne a stabilisé les choses, mais, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas recueilli d'assentiment populaire. On a le sentiment que l'arrivée de Matteo Renzi, 39 ans, à la présidence du

conseil en février dernier (après une cabale de palais interne à la coalition en place 10 mois après les élections générales) est la conclusion d'une période de normalisation et se doit d'être un nouveau départ.

Deux mois de gouvernement Renzi permettent d'y croire. C'est évidemment bien court pour juger, mais il semble répéter en Europe la méthode politique de Shinzo Abe au Japon qui, annonçant des réformes d'ampleur, avait su gagner en quelques mois début 2013 une confiance dans son pays et en-dehors.

Pragmatisme politique et soutien à l'économie: «le bon tournant»

Les démarches ne sont pas si éloignées. Les deux chefs de gouvernement font leur métier: celui de la politique qui vise à mobiliser leur population, lui donner des perspectives. Loin de la stratégie de petits comptables menée par certains de leurs prédécesseurs ou, encore aujourd'hui, dans d'autres pays, ils ne cherchent pas les bons points des organismes supranationaux comme le FMI, l'OMC ou, en Europe la commission européenne et la Banque Centrale. M. Abe avait présenté son programme sous forme de flèches à décocher. M. Renzi a annoncé le 12 mars dernier des mesures qui permettront «la volta buona». Le bon tournant.

Le pragmatisme est la marque des réformes projetées et le volet politique en est l'illustration. Le président du conseil a négocié le bouleversement institutionnel avec son prédécesseur Silvio Berlusconi. C'est un accord réellement transcourants qui propose de mettre fin au bicamérisme parfait, en supprimant le Sénat tel qu'il fonctionne depuis 1948. Ce qui donne une chance de réalisation de cette instauration d'un pouvoir plus fort et plus stable, huit ans après le rejet par référendum d'un projet aux ambitions similaires.

La démarche va – évidemment – plus loin sur le plan pratique, donc économique. M. Renzi a annoncé «10 milliards d'euros» pour 10 millions d'italiens sous forme de baisses d'impôts. Avant juin, les ménages à revenu modeste (25.000 euros et moins par salarié) percevront jusqu'à 1.000 euros annuels sur leur fiche de paye, le prélèvement à la source étant immédiatement adapté.

Les PME vont, dans le même temps, bénéficier d'une baisse de 10 % de l'impôt sur les activités productives, et d'une ristourne sur leurs coûts d'énergie. La trésorerie des entreprises en général sera améliorée par le versement de 60 milliards d'euros de dette publique à leur égard, bloqués dans les caisses de l'Etat. Une enveloppe d'investissement de 5 milliards d'euros (rénovation des écoles, protection du territoire, ..) est annoncée et un fonds de 1,7 milliard d'euros est constitué pour financer les jeunes de 19 à 30 ans dans leurs études, leur formation en entreprise, leur recherche d'emploi.

Une relance volontariste financée par le Budget

Comme dans le programme Abe, il n'y a rien de révolutionnaire dans ces mesures de soutien public à l'économie. Le mouvement, l'ampleur du plan, le volontarisme de son annonce sont le plus important pour gagner l'essentiel: la confiance.

On peut pourtant aller plus loin dans l'analyse technique: le financement permet de comprendre le pari. «Ce plan sera financé sans augmentation de taxe»: c'est l'engagement initial, qui a été dit et répété.

Le premier contributeur serait l'Etat lui-même avec une réduction de 7 milliards d'euros de son train de vie. Les effets positifs de la baisse des taux sur le coût de la dette produiraient 2,4 milliards d'euros. Les recettes de TVA acquittées par les entreprises sur leurs recouvrées créances vis à vis de l'Etat permettraient de récupérer 6 milliards d'euros. Enfin, la majoration de 20 à 26 % de la taxe sur les rentes financières (obligations non publiques) est prévue.

Restent 6,5 milliards à financer: le déficit public sera gonflé de ce montant, ce qui porte au-delà des fameux 3% du PIB de Maastricht l'objectif de déficit 2014. Bien entendu, la sanction est tombée du côté de la Commission européenne. L'Italie pourrait se retrouver dans la catégorie des pays européens à problèmes macroéconomique sous surveillance. Une catégorie que l'Espagne a quitté au prix d'une récession impitoyable.

Cette menace (qui ne fait qu'entretenir la popularité du Premier ministre) n'a guère de chance d'être prise au sérieux. L'Italie a une dette excessive qui atteint 133 % de son

PIB, mais dégage un excédent budgétaire primaire (avant coût de la dette) depuis les dernières années Berlusconi. Elle a donc les moyens de financer son économie par le Budget. Le «bon virage» de M. Renzi est tout simplement un acte normal (sans doute même indispensable) de souveraineté économique. Les moyens, le pays les a, et il ne croit pas nécessaire de demander la permission de les utiliser au suzerain autoproclamé qu'est l'Allemagne, et à ses bras armés de l'Union Européenne et de la BCE. Personne n'a vraiment les moyens de laisser tomber l'Italie.

De ce point de vue, la réussite du programme Renzi est sans doute la vraie chance de sortie de l'Europe d'une spirale de récession et de surévaluation de l'euro qui la menace toujours. On aurait pu penser que le dynamisme, le volontarisme économique, l'affranchissement aux dogmes de Bruxelles et de Francfort puissent venir de la France, aux équilibres généraux plus assurés, davantage que d'Italie. Mais la question est politique, ce qui met notre gouvernement hors du jeu.